



Alex Stratas: «le départ de la RBC de l'université d'Ottawa redonne espoir»

Description

Crédit visuel : Courtoisie
Entrevue rédigée par L^a Vu Hai Huong
Journaliste
Quatre ans après le début de la campagne pour que la Banque Royale du Canada (RBC) quitte l'Université d'Ottawa (UO), l'administration uOttavienne a confirmé ce départ du campus le 9 janvier dernier. Alex Stratas, commissaire la revendication au Syndicat de l'UO (S^UO), exprime son point de vue sur cette nouvelle et les conséquences qu'elle pourrait avoir sur la communauté étudiante.
La Rotonde (LR) : Quelle a été votre réaction à cette nouvelle?

Alex Stratas (AL) : Je me sens formidable, et le mot qui me vient en tête est «espoir». Parfois, dans ces luttes, on se demande si le changement est réellement possible. Cette victoire prouve qu'on peut influencer l'administration si on est constant et discipliné. L'Université a dû reconnaître que la présence de la RBC était incompatible avec les priorités étudiantes et l'urgence climatique. Le succès repose sur la collaboration entre les groupes *grassroots*, dont les militant.e.s sur le terrain qui sensibilisent par des pamphlets, et les négociateur.ice.s qui portent ces voix auprès de l'administration. C'est cette synergie entre Climate Justice de l'UO, l'Association des étudiant.e.s autochtones et le syndicat qui nous a permis de gagner.

L'UO devient ainsi la quatrième université au Canada à voir la RBC quitter son campus, après l'Université de Toronto, l'Université de Windsor et l'Université de Guelph. C'est un message puissant envoyé à l'ensemble du mouvement étudiant national.

Le combat actuel porte sur le désinvestissement des combustibles fossiles et le respect des droits des peuples autochtones, et non uniquement le départ de cette succursale.

LR : Que reproche la communauté étudiante à la RBC?

AL : La RBC est le principal [financeur](#) canadien des Énergies fossiles et se classe parmi les plus importants au monde. La banque viole les droits des peuples autochtones.

La RBC finance des projets comme le pipeline Coastal GasLink, qui traverse le territoire non cédable de la Wetshuten, en Colombie Britannique, sans consentement préalable.

LR : La présence, depuis 2019, d'une succursale de la RBC sur le campus faisait elle aussi l'objet de critiques. Pour quelles raisons ?

AL : La succursale de la RBC a remplacé un salon étudiant ouvert 24 heures sur 24, empiétant sur un espace étudiante en demande dans un contexte de crise d'espace sur le campus. La RBC affirmait que cette succursale serait utile, mais les étudiant.e.s y voyaient surtout une stratégie visant à attirer de nouveaux client.e.s. En réalité, elle était souvent déserte et peu utile pour les services bancaires courants des étudiant.e.s.

Nous demandons maintenant que cet espace redevienne un salon étudiant. L'administration semble envisager d'autres options, comme un bureau de COOP, mais nous continuerons à revendiquer un espace pour les étudiant.e.s.

LR : Des incidents impliquant la police ont également été signalés lors de vos mobilisations. Pouvez-vous nous en dire plus ?

AL : La RBC a contourné la politique de l'université qui prévoit que l'on contacte d'abord la sécurité du campus pour appeler directement [la police d'Ottawa contre des étudiant.e.s](#) qui distribuaient des tracts. Ces interventions policières ont été vécues comme menaçantes et violentes par les manifestant.e.s.

LR : Quel message souhaiteriez-vous adresser aux membres de la communauté universitaire qui sont client.e.s de la RBC ?

AL : Le but n'est pas de critiquer les individus. Nous comprenons que les étudiant.e.s cherchent parfois simplement un bon rabais. Cependant, en tant que client.e.s, vous avez le droit d'exiger davantage de votre institution financière. Vous pouvez leur dire que vous n'acceptez pas que votre argent serve à violer les droits des peuples autochtones ou à détruire la planète. Il est possible d'exiger mieux.

LR : Quelles sont les prochaines étapes pour le S&UO et les collectifs étudiants ?

AL : Notre prochain grand projet en collaboration avec le Centre du développement durable s'intitule « Fossil Free Research ». Nous allons enquêter sur les liens entre le financement provenant des entreprises de combustibles fossiles et la recherche publiée par l'Université d'Ottawa. Nous voulons savoir si ces financements influencent le type de recherche produit.

Nous continuons à collaborer étroitement avec des organisations comme *ChangeCourse*, qui coordonne ce mouvement à l'échelle nationale.

Date de création

24/01/2026

Auteur

redaction